

# Les clubs craignent pour leur pérennité

**VOLLEYBALL** La décision du Conseil fédéral de prolonger l'interdiction des sports dits de contact a eu raison de la saison de volley régional. Entre pertes financières et d'adhérents, les craintes pèsent sur les clubs du coin.

PAR JULIEN BOEGLI

Après avoir pris connaissance des mesures édictées mercredi passé par le Conseil fédéral, soit la prolongation jusqu'à fin février de l'interdiction des sports dits de contact, le comité central de l'association Jura-Seeland (SVRJS) a ainsi dû se résoudre à renoncer à la poursuite des championnats. Ce n'est pourtant pas faute d'avoir élaboré des formules alternatives depuis trois mois. Pour rien, donc. «Le championnat est annulé: aucun champion ne pourra être couronné. Il n'y aura ni promu, ni relégué», relève Claude Devanthéry, président de la SVRJS, dans un communiqué adressé à la cinquantaine de sociétés que compte l'association.

Après une décision similaire prise en mars 2020, c'est une deuxième saison qui n'ira pas à son terme. Cette fois-ci, les adeptes de la manchette n'ont quasiment rien eu à se mettre sur l'avant-bras. Entre deux et quatre matches officiels, tout au plus. «C'est finalement la meilleure solution après une si longue pause», reconnaît Julien Beuchat, président et joueur en 2e ligue à Volleyboys Bienne. «Il me semble difficile de retrouver le niveau en aussi peu de temps. Déjà que la préparation n'avait pas été optimale, car écourtée, cela aurait même pu être risqué en terme de blessures.»

## «Plusieurs démissions»

Les dirigeants de clubs doivent dorénavant se pencher sur les conséquences financières et sportives que pourrait générer cette nouvelle cessation d'acti-



Le nombre d'équipes va peut-être devoir être revu à la baisse au VBC Tramelan. JULIEN BOEGLI

tivité. Au VBC Tramelan, le président Aurèle Gerber perçoit déjà de façon concrète la frustration de certains de ses membres. «L'annonce est tombée à la même période que l'envoi des cotisations annuelles. Je ne sais pas s'il y a une raison financière derrière, le fait est que nous avons déjà reçu plusieurs démissions.»

Entre la cotisation versée à sa société et le prix de la licence de jeu perçue par Swiss Volley, un membre actif de la SVRJS

doit ainsi déboursier entre 200 et 300 francs pour l'exercice de son sport. La moitié moins pour les catégories juniors. «Si nous devons enregistrer des démissions supplémentaires, nous devrions alors revoir à la baisse le nombre d'équipes à inscrire lors de la prochaine rentrée», présume Gerber.

Cette saison, la société en comptait trois en actifs et autant au sein de sa relève. «Nous avons pour politique d'en inscrire le plus possible afin de donner un

maximum de temps de jeu à chacun. De fait, nos effectifs sont souvent restreints.» De fait aussi, le départ d'un joueur peut rapidement mettre en péril la survie d'un collectif.

A BMW 92, Jacques Schnyder ne craint pas tant la disparition d'une ou l'autre équipe ici ou là, «mais bien de sociétés entières pour des raisons financières». A Valbirse, la modeste structure volleyballistique – trois équipes actives et une de juniors – se porte toutefois bien économi-

## Un geste de la SVRJS, grogne auprès de Swiss Volley

Afin d'atténuer la souffrance financière que peut représenter l'arrêt des manifestations volleyballistiques, le comité de la SVRJS a accordé aux clubs une importante réduction des charges d'inscriptions en fin d'été dernier. Celui-ci va également étudier une éventuelle ristourne pour la saison prochaine, notamment si certaines activités n'ont pas eu lieu et ont ainsi généré des économies.

Au niveau de la Confédération, une compensation a été versée ce mois de janvier pour absorber le manque à gagner des cours Jeunesse + Sport, interrompus au printemps. Notons qu'aucune société approchée n'a l'intention de faire appel à une autre aide de la Confédération. Les conditions fixées pour une simple demande de soutien financier sont drastiques: il faut en effet être «à l'article de la mort» pour y prétendre.

De son côté, Swiss Volley est demeuré inflexible. La fédération a annoncé il y a peu renoncer au remboursement, même partiel, des licences, qui représentent plus de 40% de ses rentrées financières annuelles. De quoi susciter le mécontentement de nombreux pratiquants, qui paient de leur poche 110 francs pour les ligues régionales et 250 francs en 1re ligue. «Cela m'irrite, comment peut-on justifier autant de frais fixes?», s'interroge, agacé, Aurèle Gerber.

Même son de cloche à Bévillard-Malleray: «Nous ne demandons pas un remboursement total des licences, mais au moins une ristourne à hauteur de 10 ou 20%, par exemple. Refuser le moindre geste est à mon sens proprement scandaleux», fulmine Jacques Schnyder. «Je trouve ça limite et je ne suis pas tout à fait d'accord avec cette politique», convient pour sa part Julien Beuchat. «Je veux bien qu'en cas de remboursement, c'est une source de revenu qui disparaisse pour Swiss Volley, le fait est que ce sont ici ses licenciés qui perdent de l'argent.» **JB**

quement. «Notre situation est saine. Malgré le coup dur que l'on vit, on va essayer de soutenir nos membres autant que possible. Nous ne voulons pas que l'argent soit une raison qui détermine la poursuite ou non du volley chez nous», rassure Schnyder. «Grâce au soutien de nos nombreux sponsors, notre club n'est pas en danger», livre de son côté Aurèle Gerber.

## «L'intérêt pour le volley survivra»

Si BMW 92 n'a pas encore pris position sur une éventuelle baisse des cotisations futures – ni même Volleyboys et Tramelan –, il s'agit néanmoins d'envisager un geste. «Comme imaginer un arrangement dans l'espoir de garder nos membres. La pratique du volley est ancrée dans le quotidien de beaucoup de nos membres. S'ils perdent cette habitude, on risque de ne plus les revoir», prévient Schnyder.

A Volleyboys, organisation où

smashent cinq équipes actives, c'est davantage les perspectives comptables que l'érosion du nombre de membres qui inquiète. «Durant les deux vagues, nous avons enregistré une quantité impressionnante de demandes pour venir faire un essai chez nous», observe Beuchat. «L'intérêt pour le volley survivra, contrairement peut-être à certains clubs.»

Le sien, dont le budget annuel oscille entre 20 000 et 25 000 francs, a déjà vu 30% de ses revenus disparaître l'an dernier. Il pourrait en aller de même cette année. «Une part importante de nos rentrées d'argent provient des événements que nous organisons.» Comme le tournoi suisse seniors du mois de mai, annulé en 2020 et encore en suspens pour 2021. «Au regard du contexte, on demandera à nos sociétaires d'être solidaires. Pour l'instant, la situation du club n'est pas en péril, il s'agira toutefois de consentir à certains efforts.»